

Lettre d'information

2^{ème} trimestre 2021

Voici le contenu de notre lettre d'information :

1. Bilan du 2^{ème} trimestre
2. Revue macro-économique
3. Allocation d'actifs
4. Gestion actions
5. Gestion obligataire
6. Performances

Bilan du 2^{ème} trimestre

Le tableau suivant illustre les performances (avec dividendes réinvestis) des principaux indices de marché pour le 2^{ème} trimestre de 2021 de même que pour le 1^{er} semestre de 2021.

Les marchés boursiers mondiaux continuent leur progression sur leur lancée du 1^{er} trimestre de l'année et affichent, pour la majorité, des performances positives ce trimestre, le marché des actions françaises (CAC40) surperformant ses pairs mondiaux suivi par les actions canadiennes (S&P/TSX Composite). Au cours de ce trimestre, le déploiement des vaccins s'est accéléré à travers le monde et les institutions monétaires et publiques ont confirmé leur soutien aux économies.

Sur le 2^{ème} trimestre, les secteurs cycliques (automobiles, matières premières...), après avoir survolé les marchés sur la majeure partie du 1^{er} semestre, sont en retraits de leurs pairs plus défensifs (santé, consommation...) à la faveur d'inquiétudes naissantes provenant des variants du coronavirus mais aussi d'une accalmie des surprises économiques.

Les obligations de la zone euro affichent une performance négative sur le 2^{ème} trimestre du fait des anticipations de croissance et d'inflation revues à la hausse. Ainsi, une obligation émise par la France échéant dans 10 ans rapportait 0,13 % au 30 juin 2021 contre -0,05 % au 31 mars 2021.

Région / pays	Indice	Devise	Performances 2 ^{ème} trimestre 2021 (%)	Performances au 30 juin 2021 (%)
France	CAC 40	€	9,1	19,5
Allemagne	DAX	€	3,5	13,2
Actions européennes	Stoxx 600	€	5,2	16,6
Obligations zone euro	Euro MTS 7-10 ans	€	-0,6	-2,2
États-Unis	S&P 500	USD	8,5	15,2
Canada	S&P/TSX Composite	CAD	8,6	17,3
Royaume-Uni	FTSE 100	GBP	5,6	10,9
Japon	Nikkei 225	Yen	-1,2	5,7
Monde	MSCI Monde	USD	7,9	13,3
Marchés émergents	MSCI Marchés Émergents	USD	5,1	7,4

Source : Bloomberg

Revue macro-économique

L'OCDE a réhaussé ses prévisions de croissance mondiale pour 2021 à 5,8 % contre 4,2 % précédemment grâce à l'avancée des campagnes vaccinales et aux plans de relance américains. Ainsi et d'après ces prévisions, la France devrait retrouver son niveau de *Produit Intérieur Brut* (« PIB ») par habitant pré-pandémie au 3^{ème} trimestre 2022, le Canada au 2^{ème} trimestre 2022 et les États-Unis au 2^{ème} trimestre 2021.

Europe

En zone euro, les chiffres de croissance du 1^{er} trimestre de l'année 2021 souffrent d'un regain des restrictions sanitaires en début d'année. Ainsi, le PIB de la zone est toujours en baisse de 1,2 % au 1^{er} trimestre par rapport au 1^{er} trimestre de l'année dernière et s'est contracté de 0,3 % sur le trimestre. Néanmoins, les indicateurs PMI d'activité des directeurs d'achat n'ont cessé de se redresser tout au long du trimestre. Ainsi, l'indicateur d'activité PMI Composite



de la zone euro s'affiche en zone d'expansion en juin à 57,1, tiré par une remontée fulgurante de l'activité des services, atteignant un plus haut de 15 ans à 55,2. La confiance des acteurs économiques est au beau fixe comme en témoigne l'indice de confiance économique ZEW à un plus haut de 21 ans !

La politique monétaire de la *Banque Centrale Européenne* (« BCE ») n'a pas fondamentalement changé au cours du trimestre. En revanche, l'institution a, comme annoncé, intensifié son programme d'achat d'actifs, atteignant en moyenne 20 Mds € par semaine. Elle a maintenu son taux de dépôt à -0,50 %. Prenant note d'une inflation en hausse, l'institution ne s'en inquiète pas et estime qu'elle est due à des effets transitoires (matières premières, hausse rapide de la demande...). Ainsi, l'inflation harmonisée de la zone euro a atteint 1,9 % en juin 2021 et 0,9 % en excluant les portions volatiles comme l'énergie, le tabac et les boissons alcoolisées. La BCE a réhaussé ses perspectives de croissance pour l'année à 4,6 % contre 4,0 % précédemment et ses perspectives d'inflation à 1,9 % contre 1,5 % précédemment.

L'Allemagne enregistre un trimestre dynamique, toujours portée par la vigueur du secteur manufacturier. L'indice *PMI Manufacturier*, après avoir atteint un sommet historique en mars, se maintient à des niveaux élevés à 65,1 en juin. La levée progressive des restrictions sanitaires permet à l'activité des services de rebondir fortement, l'indicateur *PMI des services* passant de 50,0 à 57,5 sur le trimestre. Dans ce contexte, le *PIB* baisse de 3,4 % au 1^{er} trimestre 2021 en rythme annuel et de 1,8 % sur le 1^{er} trimestre 2021 en raison d'un retour des restrictions sanitaires. L'inflation stable sur le trimestre termine à 2,1 % en rythme annuel, traduisant les tensions sur les chaînes d'approvisionnement et un retour rapide de la demande. En excluant les éléments volatils (énergie, tabac...), l'inflation s'établit à 1,2 % en rythme annuel, stable sur le 2^{ème} trimestre. Ainsi, le taux 10 ans allemand, toujours en territoire négatif, a terminé le mois de juin à -0,20 % après avoir atteint -0,29 % en mars. Du côté de la politique, la *CDU d'Angela Merkel* (*Union Chrétienne Démocrate* de centre-droit) a remporté les élections régionales de Saxe-Anhalt (ex-Allemagne de l'Est) avec 37 % des voix alors que l'*AfD* (*Alternative pour l'Allemagne* d'extrême droite) récolte 21 % des suffrages, en léger recul. Par ailleurs, *Angela Merkel* doit céder son siège de chancelière, occupé depuis 16 ans, en septembre 2021 après les élections législatives.

En France, l'économie a cru de 1,2 % au 1^{er} trimestre 2021 en rythme annuel mais s'est contractée de 0,1 % sur le 1^{er} trimestre de l'année avec le retour des restrictions sanitaires. La *Banque de France* revoit à la hausse ses perspectives de croissance du *PIB* à 5,75 % pour 2021 contre 5,5 % précédemment, et prévoit un retour au niveau pré-crise au 1^{er} trimestre 2022. La reprise de l'activité et de la consommation grâce à l'accélération de la vaccination permet une hausse de l'indicateur des directeurs d'achats *PMI Composite*, qui s'établit solidement

en zone d'expansion à 57,8 en juin, traduisant une activité manufacturière importante mais surtout un fort rebond de l'activité des services. Ainsi, l'indice *PMI* manufacturier s'est établi à 59,0 et celui des services à 57,4 en juin. L'inflation poursuit sa hausse sur le trimestre pour finir à 1,9 % sur un an en juin. L'inflation excluant les éléments volatils suit la même trajectoire et termine le trimestre à 1,3 % sur un an. Du côté de la politique, *Emmanuel Macron* a dévoilé un plan de 7 Mds € pour la santé, déployé via des investissements dans la recherche, l'industrie et les entreprises innovantes.

Au niveau de l'*Union européenne* (« UE »), la *Commission européenne* a approuvé et débuté le déploiement de son plan de relance *NextGenerationUE* de 750 Mds € répartis en 390 Mds € de subventions et 360 Mds € de prêts et dont 70 % seront déployés d'ici 2022 et 30 % au-delà. Son premier emprunt obligataire de 20 Mds € a connu une demande record de 142 Mds € de la part des investisseurs. Ce plan de relance bénéficiera aux économies des pays périphériques avec des financements de près de 12 % du *PIB* pour l'Italie et de 14 % pour le Portugal et l'Espagne.

États-Unis

Après que la croissance économique américaine se soit établie à 6,4 % en rythme trimestriel annualisé au 1^{er} trimestre, la reprise s'est prolongée au 2^{ème} trimestre, grâce à l'amélioration de la situation sanitaire. Le taux de chômage a atteint un niveau plus faible qu'attendu pour le mois de mai à 5,8 %, mais reste supérieur à son niveau pré-crise de 3,5 %. Enfin, l'inflation s'est élevée à 5,0 % en juin, portée par la hausse des prix de l'énergie, alors que l'inflation cœur, hors énergie et alimentation, a atteint 3,8 %.

Malgré ces pressions inflationnistes, la *Réserve fédérale* (« Fed ») n'a pas modifié sa politique monétaire durant le trimestre. Néanmoins, le comité a revu à la hausse ses prévisions de croissance et d'inflation et anticipe désormais 2 hausses de taux en 2023. Sur le front budgétaire, le président, *Joe Biden*, poursuit les négociations avec le parti *Républicain* pour trouver un compromis concernant son plan baptisé « *Build Back Better* ». Ce nouveau plan d'investissement, initialement de 2 250 Mds \$, a été revu à la baisse afin de satisfaire l'opposition mais aucun accord n'a encore été obtenu. Dans le même temps, 130 pays se sont accordés, sous l'impulsion de l'administration américaine, sur la mise en place d'un impôt minimum mondial sur les bénéfices des entreprises d'au moins 15 %.

Dans ce contexte économique porteur, le taux d'intérêt d'une obligation américaine d'échéance 10 ans est redescendu à 1,47 % au 30 juin 2021, en-dessous de son niveau à 1,74 % au 31 mars 2021.

Canada

Après s'être contractée en 2020, l'économie canadienne a rebondi de 5,6 % sur le 1^{er} trimestre de l'année. L'accélération de la campagne de vaccination au Canada,



Revue macro-économique (suite)

qui comptait 68 % de sa population ayant reçu une 1^{ère} dose au 30 juin 2021 contre 50 % en France, devrait permettre la poursuite de la reprise outre-Atlantique. Le redressement économique se constate également sur l'inflation qui progressait de 3,6 % en mai.

Aussi, la *Banque du Canada* a réduit le montant de ses achats nets d'actifs de 25 %. Cependant, l'institution n'a pas relevé son taux directeur, toujours à 0,25 % lors de ses

deux dernières réunions. Malgré l'amélioration du contexte macroéconomique et l'appréciation des matières premières, les craintes de baisse de la croissance mondiale en raison de la propagation du variant Delta ont pesé sur les rendements des obligations souveraines. Ainsi, le taux d'une obligation émise par le gouvernement du Canada échéant dans 10 ans affichait à la fin du 2^{ème} trimestre un taux de rendement de 1,39 % contre 1,56 % trois mois plus tôt.

Allocation d'actifs

L'allocation entre les différentes classes d'actifs a été légèrement modifiée au profit des actions et des liquidités dans un environnement de hausse des taux d'intérêt obligataires et d'amélioration des perspectives économiques mondiales. Le fonds *Optimum Patrimoine* (fonds diversifié) est au 30 juin 2021 composé à 68 % d'actions, 10 % d'obligations et 23 % de liquidités ou quasi-liquidités.

Compte tenu de la faiblesse des taux d'intérêt et de l'amélioration du contexte macroéconomique, nous privilégions les liquidités ou les actifs monétaires aux obligations dans un environnement de hausse des taux. Du côté de la poche actions, nous avons maintenu notre stratégie défensive de qualité sur les actions européennes et américaines, stratégies qui ont porté leurs fruits sur ce 1^{er} semestre de l'année.

Gestion actions

Au 1^{er} trimestre, l'annonce du plan de relance américain de 1 900 Mds USD, le déploiement des vaccins contre la COVID et la reprise de l'activité économique mondiale ont permis aux actions, notamment celles des secteurs cycliques (matériaux, automobile, énergie...) de rattraper une partie de leur retard sur les actions de meilleure qualité. Ainsi, nos stratégies actions, ont retranché de la valeur par rapport

à leurs indices respectifs. Sur le 2^{ème} trimestre, l'apparition de variants plus contagieux et les perspectives de baisse des soutiens monétaires ont inversé la dynamique de rotation sectorielle en faveur des entreprises peu cycliques, profitant à nos stratégies actions. Ainsi, les fonds actions d'*Optimum* réduisent l'écart avec leurs indices respectifs sur le trimestre.

Gestion obligataire

Les taux d'intérêt à long terme des obligations souveraines « cœurs » ont poursuivi leur hausse tout en restant négatifs devant la taille des programmes d'achats de la BCE. Aussi, les écarts de rendement offerts par les obligations souveraines des pays périphériques (Espagne, Portugal, Italie, Grèce) ont continué leur baisse sur le trimestre, traduisant un appétit pour le risque toujours présent.

Durant le trimestre, nous avons conservé notre allocation favorable aux obligations corporatives bien notées. Le

portefeuille obligataire est positionné majoritairement sur des obligations de maturité courte afin de limiter l'impact de la hausse des taux. Nous avons profité d'opportunités pour acheter des obligations de maturité plus longues dans un environnement haussier de taux d'intérêts dans la zone euro.

Ainsi, le fonds *Optimum Obligations* affiche au 25 juin 2021 une performance nette de frais de gestion de -0,85 % contre -0,60 % pour son indicateur de référence.



Performances des fonds d'Optimum Gestion Financière S.A.

		Année 2021	Année 2020	Au 31 décembre 2020		
				sur 5 ans	sur 8 ans	sur 10 ans
OPCVM	Optimum Actions	13,62 %	9,21 %	35,56 %	77,26 %	72,84 %
	Optimum Actions Internationales	12,91 %	5,79 %	31,73 %	83,60 %	82,13 %
	Optimum Obligations	-0,85 %	-0,28 %	3,93 %	12,92 %	27,50 %
	Optimum Patrimoine	7,83 %	1,83 %	21,55 %	54,42 %	60,36 %
	Fonds Optimum Actions Canada (Part R)	15,50 %	2,53 %	35,36 %	s. o.	s. o.
	Palatine MOMA B	-0,17 %	-0,11 %	-0,39 %	0,11 %	1,98 %
Profils d'investisseurs	Fonds en Euros	s. o.	0,75 %	7,17 %	15,75 %	22,86 %
	Profil Prudence	4,58 %	2,57 %	15,16 %	38,87 %	47,36 %
	Profil Équilibre	7,25 %	4,17 %	20,92 %	51,44 %	56,33 %
	Profil Diversifié	7,83 %	3,77 %	21,55 %	54,42 %	60,36 %
	Profil Dynamisme	12,72 %	7,13 %	32,43 %	77,83 %	75,77 %

Notes :

- Pour l'année 2021, les performances sont au 25 juin 2021 ;
- Les informations indiquées dans ce document complètent les publications réglementaires, disponibles sur demande auprès d'Optimum Gestion Financière S.A. ;
- Les performances passées ne préjugent pas des performances futures ; de plus, les performances des contrats en unités de compte sont hors prélèvements sociaux ;
- Les performances sont cumulatives et nettes de frais de gestion des OPCVM, sont basées sur une période de détention complète sans rééquilibrage et sont exprimées en € ;
- La performance du Fonds en euros (0,75 % pour 2020) est nette de frais de gestion et hors prélèvements sociaux ; la performance est celle du contrat *Optimum Placements Privilèges* ;
- Le Fonds *Optimum Actions Canada* a été créé le 1^{er} juin 2013.

OPTIMUM GESTION FINANCIÈRE S.A.
 94, rue de Courcelles - 75008 Paris, FRANCE
 +33 1 44 15 81 81
 info@optimumfrance.com
 optimumfinanciere.fr

Pour tout renseignement supplémentaire, n'hésitez pas à nous contacter sur info@optimumfrance.com

De plus, nous vous invitons à consulter notre site Internet à l'adresse suivante : www.optimumfinanciere.fr

